

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 287 / Décembre 2019

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2019

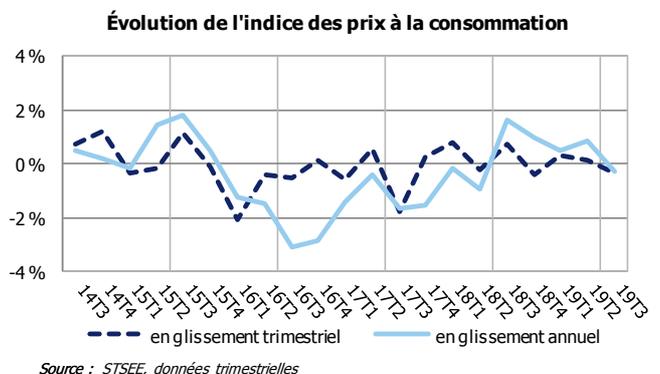
Le troisième trimestre 2019 présente une orientation globalement favorable. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire accélère son rebond, confortée par un léger recul des prix, le crédit à la consommation soutenant la tendance. Les importations totales principal marqueur sur le Territoire sont bien orientées ainsi que la fréquentation du Territoire qui progresse légèrement. L'emploi est stable, avec une progression du secteur privé compensant le recul du secteur public. L'économie privée présente une situation contrastée, les importations de biens d'investissement des entreprises sont en recul, alors que l'encours des crédits progresse. Le secteur du BTP voit sa situation s'améliorer dans l'attente du démarrage effectif de grands chantiers. La mise en œuvre de la commande publique avec la concrétisation des projets du Contrat de convergence et de transformation est l'élément déclencheur qui pourra amplifier le rebond de l'économie.

## La conjoncture se redresse après un tassement au deuxième trimestre

### L'indice des prix en léger recul

Après s'être stabilisé au deuxième trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation se replie (-0,4 % en variation trimestrielle). La majeure partie des postes sont stables (+0,1 % pour l'alimentation, +0,2 % pour les services et +0,3 % pour les produits manufacturés) à l'exception du prix de l'énergie, toujours en forte baisse (-5,8 %).

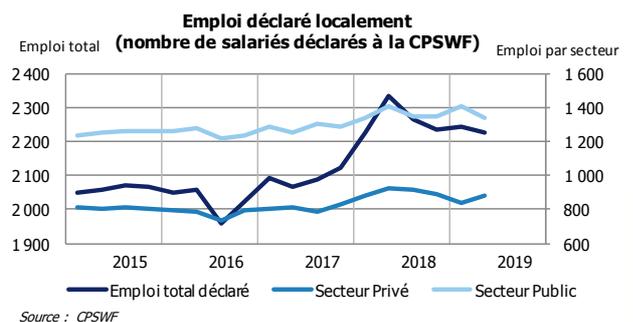
En rythme annuel, l'indice global est en légère baisse (-0,3 %). La plupart des postes composant l'indice sont en augmentation, les services et l'alimentation présentant les hausses les plus modérées (+1,2 % et 1,4 % respectivement) tandis que les produits manufacturés observent une hausse plus forte (+3,6 %). L'énergie constitue encore une fois la seule exception à cette tendance (-18,7 %) et explique la baisse de l'indice global.



### Léger repli de l'emploi déclaré

Selon les données à fin juin 2019, 2 225 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 244 à fin mars 2019. L'emploi enregistre donc un léger recul sur le trimestre (-0,8 %), qui apparaît plus marqué sur l'année (-4,6 %). À l'inverse du trimestre dernier, la hausse de l'emploi dans le secteur privé compense la baisse dans le secteur public.

À fin juin 2019, on dénombre 1 341 salariés dans le secteur public, en baisse (-4,6 %) par rapport au trimestre précédent, avec un repli similaire en rythme annuel (-5,0 %). Le secteur privé compte 884 salariés, soit une hausse trimestrielle de 5,5 %, bien qu'on observe une diminution annuelle de 4,0 %. À l'exception du secteur des services, où l'emploi recule de 3,0 %, l'ensemble des secteurs sont en rebond. Le secteur du BTP, qui passe de 37 à 73 salariés et retrouve ainsi un niveau proche de celui des dernières années après sa baisse fin mars (-51,3 %), constitue la plus



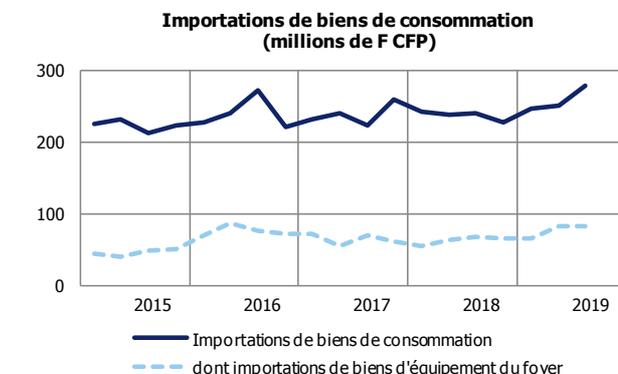
forte hausse de ce trimestre. Les deux secteurs restants, le secteur du commerce et celui de l'industrie et de l'artisanat augmentent respectivement de 4,5 % et de 8,4 % sur le trimestre. On observe en glissement annuel une baisse de l'emploi public (-5,0 %) et de l'emploi privé (-4,0 %). Dans ce dernier, la hausse du nombre d'emplois dans le commerce (+5,9 %) et celle dans le BTP (+5,8 %) ne suffisent pas à contrebalancer la baisse dans les services (-13,5 %). Le secteur de l'industrie et l'artisanat est stable sur l'année (+1,0 %).

La part de l'emploi dans le secteur public dans l'économie du Territoire diminue ainsi et revient à son niveau de la fin de l'année dernière. La prédominance de l'emploi public atteint 60,3 %, niveau dans la moyenne basse de ces dernières années.

## La consommation des ménages accélère son rebond

Après avoir progressé (+2,6 %) au deuxième trimestre 2019, les importations de biens de consommation accélèrent nettement leur progression au troisième trimestre 2019 (+9,5 %, CVS), la croissance étant également forte en glissement annuel (+18,6 %, CVS), à 279 millions de F CFP.

Les importations d'articles d'habillement sont également en forte hausse (+9,3 % sur le trimestre, +11,5 % sur l'année, CVS) pour atteindre 61 millions de F CFP (CVS). Les importations de biens d'équipement du foyer sont stables (-0,2 %, CVS) sur le trimestre mais croissent de manière importante sur l'année (+26,8 %, CVS), à 83 millions de F CFP (CVS). Ces évolutions peuvent être mises en relation avec les gains de pouvoir d'achat liés à la baisse du prix de l'électricité.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs recule sur le trimestre et sur l'année (respectivement -12,0 % et -26,7 %, CVS<sup>1</sup>).

La consommation d'électricité est stable sur le trimestre et en hausse sur l'année (+0,1 % en glissement trimestriel, +6,9 % en glissement annuel, CVS).

L'encours des crédits à la consommation augmente sur le trimestre (+6,2 %, après le tassement des trimestres précédents) et par rapport au troisième trimestre 2018 (+5,3 %). En parallèle, le taux de créances douteuses brutes des ménages reste stable et s'établit à 3,7 % contre 3,6 % au trimestre précédent. Le niveau est bien inférieur à celui du troisième trimestre 2018 (4,3 %).

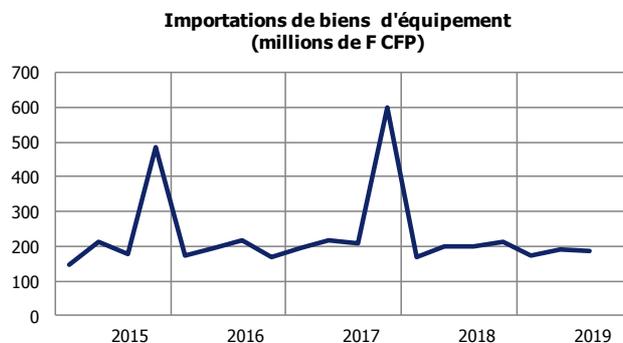
À fin septembre 2019, les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent favorablement et restent donc à des niveaux historiquement bas. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est plus faible qu'au deuxième trimestre (175, soit -12,1 % en glissement trimestriel), avec un recul similaire sur l'année (-14,2 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque recule (-38,3 %) pour s'établir à 79, niveau quasi identique à celui du premier trimestre (77), annulant ainsi la hausse du trimestre précédent. L'évolution en glissement annuel est similaire avec une forte baisse (-31,3 %).

## Quelques signaux positifs pour les entreprises

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (188 millions de F CFP au troisième trimestre 2019, données CVS) se replient légèrement en glissement trimestriel (-2,4 %, CVS), repli plus important en glissement annuel (-6,2 %, CVS).

Toutefois les immatriculations de véhicules utilitaires sont en rebond trimestriel et par rapport au troisième trimestre 2018 (+35,9 % et +94,2 %, données CVS<sup>2</sup>).

L'encours des crédits aux entreprises est également en progression sur le trimestre (+5,0 %) et sur l'année (+6,6 %). Les crédits d'exploitation, qui avaient connu une forte hausse le trimestre dernier, de 3 millions de F CFP à fin mars à 53 millions fin juin, reviennent à un niveau très faible avec un encours de



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

<sup>1</sup> Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

<sup>2</sup> Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

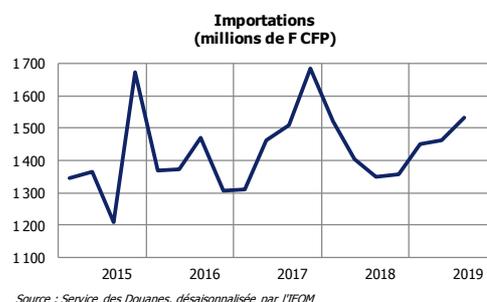
5 millions de F CFP. A contrario les crédits d'investissement progressent nettement avec une hausse de 17,1 % par rapport au deuxième trimestre et de 15,7 % par rapport à l'année dernière.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire diminue légèrement, passant de 14 au trimestre précédent à 13. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est en recul sur le trimestre (-0,8 point sur le trimestre et -1,7 point sur l'année), s'établissant à 3,5 % au 30 septembre 2019, ce qui constitue un plancher historique.

## Progression des importations

Les importations totales augmentent au troisième trimestre 2019 en glissement trimestriel (+5,0 %, CVS) et annuel (+13,6 % (CVS)). Elles s'élèvent à 1 533 millions de F CFP (données CVS).

Principal poste d'importations, les produits alimentaires croissent par rapport au deuxième trimestre 2019 (+10,6 %, soit 388 millions de F CFP contre 351 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 188 et 224 M F CFP, CVS) représentent à elles deux 412 millions de F CFP au troisième trimestre 2019 contre 409 millions au deuxième trimestre 2019, soit une hausse de 0,6 %.



Les revenus douaniers et les taxes d'entrée confirment cette bonne orientation avec une forte augmentation en variation trimestrielle (+18,4 %), s'établissant ainsi à 399 millions de F CFP, (+15,9 % en glissement annuel).

## Situation diverse des principaux secteurs d'activité

### Regain du BTP toujours fragile

Après la phase dégradée du deuxième trimestre, la situation du secteur montre quelques signes d'amélioration bien que la situation reste fragile. Les importations de ciment continuent de se contracter trimestriellement et annuellement (-15,7 % dans les deux cas, données CVS). Elles s'élèvent à 7,7 millions de F CFP (CVS). D'autre part, à fin juin, la progression à la hausse des effectifs salariés (+97,3 % en glissement trimestriel, +5,8 % en glissement annuel) permet à ceux-ci de retrouver un niveau proche à celui de fin 2018 avec 73 salariés, avant la forte baisse du premier trimestre.



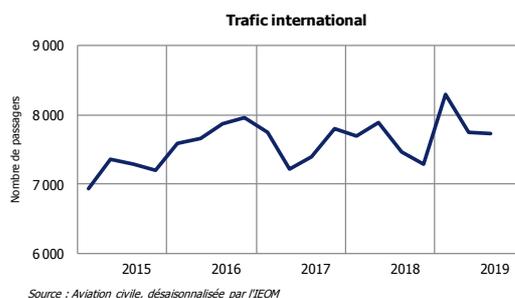
### Une activité commerciale bien orientée

Après la stabilisation du trimestre dernier, l'activité commerciale progresse. Les importations de biens de consommation, de produits alimentaires et de biens intermédiaires progressent respectivement de 9,5 %, 10,6 % et 3,3 % (CVS). Les importations de biens d'équipement sont elles en léger recul (-2,4 %, CVS).

### Évolution positive pour la fréquentation du Territoire

Le nombre total de passagers est en hausse de 1,8 % sur le trimestre (10 985 contre 10 793 le trimestre précédent, données CVS). Le trafic international est stable sur le trimestre (+0,6 %) et s'élève à 7 732 passagers (CVS) tandis que le trafic intérieur est en croissance (+4,8 %, soit 3 252 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une augmentation de 1,0 % entraînée par la hausse du trafic international (+2,7 %, CVS) malgré la baisse du trafic intérieur (-2,7 %, CVS).



## La conjoncture régionale et internationale

### LES TENSIONS INTERNATIONALES FREINENT LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Le contexte mondial de ralentissement économique et la hausse des tensions internationales ont pesé sur l'investissement global et sur les échanges commerciaux de la région Asie-Pacifique. La Banque Mondiale prévoit ainsi un ralentissement de la croissance de la zone, estimée à +5,8 % pour 2019 contre +6,3 % en 2018. Pour 2020 et 2021, les estimations s'établissent à +5,7 % en 2020 puis +5,6 % en 2021. Afin de soutenir leurs économies, les pays de la région sont nombreux à avoir assoupli leurs politiques fiscales et monétaires.

En **Chine**, les conflits commerciaux avec les États-Unis continuent de freiner la croissance qui s'établit à 6,0 % au 3<sup>e</sup> trimestre, un niveau historiquement bas. L'activité dans le secteur industriel chinois s'est contractée en octobre pour le 6<sup>e</sup> mois consécutif, l'indice du climat des affaires (manufacturing PMI) s'établissant à 49,3 soit 0,9 point de moins qu'en octobre 2018. Les exportations du pays ont chuté de 3,2 % par rapport à 2018. La croissance se voit également atteinte par une demande domestique affaiblie par les mesures de lutte contre l'endettement important des entreprises et du gouvernement.

Au **Japon**, la demande extérieure a été particulièrement faible, pesant sur la production industrielle et la croissance à travers les exportations. À cela s'est ajoutée une baisse de la consommation domestique due à un durcissement de la fiscalité. En conséquence, la croissance du PIB est estimée à 0,1% au 3<sup>e</sup> trimestre après 0,4 % au second trimestre, un résultat bien inférieur aux attentes.

La dégradation de la confiance des entreprises et du contexte économique se confirme en **Australie** : le PIB progresse de 1,4 % en glissement annuel au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 après avoir maintenu sa croissance au-dessus de 2,5 % tout au long de l'année 2018. Pour soutenir l'économie, la banque centrale australienne use d'une politique monétaire accommodante, celle-ci a en effet baissé son taux directeur successivement en juin, en juillet puis au mois d'octobre (1,25 %, 1,0 % puis 0,75 %).

Avec comme perspective la redynamisation des échanges dans la région, les 10 membres de l'ASEAN ainsi que la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont réunis début novembre pour préparer la signature, en 2020, du RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), un accord de libre-échange qui pourrait former la plus vaste zone de libre-échange du monde.

Sources: FMI, The World Bank, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Bank of Japan, Statistics Bureau of Japan, National Bureau of Statistics of China.

### LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux États-Unis, la hausse du PIB s'est élevée à 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la zone euro, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3%). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la France a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce au retour d'une croissance plus dynamique en Inde, au Brésil ou en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine, Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019, +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 novembre 2019